



L'armée camerounaise mettra en oeuvre "sans état d'âme" les instructions du président Paul Biya pour mettre "hors d'état de nuire" les séparatistes anglophones violents, a assuré samedi le ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo.

« Lorsque le chef de l'État prend une décision politique comme celle-là (éradiquer les combattants séparatistes), nous allons la mettre en oeuvre sans état d'âme », a affirmé M. Beti Assomo dans une déclaration à la radio d'État.

« Il y a des mesures qui seront mises en oeuvre immédiatement et le processus va se poursuivre jusqu'à ce que cette situation incommode que nous vivons soit éradiquée », a-t-il promis, sans préciser la nature de ces mesures.

« Le Cameroun est victime des attaques à répétition d'une bande de terroristes se réclamant d'un mouvement sécessionniste »,

a accusé jeudi le président Paul Biya, réagissant à l'assassinat entre mardi et jeudi dans le sud-ouest anglophone de quatre militaires et deux policiers. Le gouvernement en attribue la responsabilité aux séparatistes anglophones. M. Biya a assuré que « toutes les dispositions sont prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels ».

« Paul Biya vient de déclarer la guerre à ces terroristes qui prônent la sécession », a commenté la radio d'État.

À la demande du président, son ministre de la Défense a réuni vendredi plusieurs hauts gradés de l'armée et responsables militaire, pour évaluer la situation sécuritaire dans le pays, et analyser la dégradation du niveau de sécurité dans les régions anglophones, selon la radio.

Les actions militaires préconisées lors de cette rencontre visent à « rassurer la partie saine de la population qui est prise en étau », a assuré M. Beti Assomo, promettant que « l'intégrité du territoire va être assurée ».

« Des opérations massives de l'armée (dans les régions anglophones) sont en préparation », a confirmé à l'AFP, sans plus de précision, une source sécuritaire.

Dans un communiqué, attribué au préfet du département de la Manyu (sud-ouest, où les six militaires et policiers ont été tués), Joseph Oum II, texte largement diffusé depuis vendredi soir et qui suscitait la controverse sur internet, les autorités locales ont ordonné aux habitants de 15 villages de quitter immédiatement les lieux, en prélude aux opérations de l'armée, sous peine d'être considérés comme « complices ou responsables des crimes commis actuellement contre les forces de sécurité ».

Dans une intervention diffusée samedi midi sur une radio locale anglophone, Radio Evangelium, le préfet Joseph Oum II a finalement annoncé avoir « retiré » ce communiqué, appelant désormais simplement les populations locales à « coopérer ».

Le gouverneur de la province du Sud-ouest (dont dépend le département de la Manyu), Bernard Okalia Bilaï, a de son côté qualifié le communiqué de « faux ». Il s'agit d'une « manipulation » visant à « mettre la population dans la panique et compromettre les hautes mesures sécuritaires (prescrites par) le chef de l'État », a-t-il prétendu.

Le long de la frontière du Nigeria, les populations locales sont « otages de ces terroristes », a encore affirmé M. Okalia Bilaï. Selon lui, « des jeunes gens » sont enrôlés par des séparatistes et « formés comme combattant au Nigeria » voisin, contre l'avis de leurs parents.

Depuis novembre 2016, la minorité anglophone du Cameroun – environ 20% des 23 millions d'habitants – proteste contre sa marginalisation, certains exigeant le fédéralisme, d'autres la sécession. Le régime de Yaoundé rejette ces deux options.

À mesure que les autorités camerounaises ont accru la pression sécuritaire et la répression des manifestations séparatistes, les rangs des sécessionnistes se sont étoffés ces derniers mois, en même temps que se sont multipliés les incidents, faisant craindre, selon observateurs et analystes, l'émergence d'une « insurrection armée » dans l'ouest anglophone du pays, frontalier du Nigeria.